

# LA FORMATION DU PEUPLE MAROCAIN

On a réussi à faire admettre un schéma selon lequel, le Maroc aurait été formé de peuplades très hétérogènes, mais jamais d'un peuple et ce de l'antiquité jusqu'au premier tiers de ce siècle. La littérature coloniale si abondante et de laquelle continuent à s'inspirer tous les chercheurs, y compris les nationaux, n'affirme-t-elle pas comme un axiome l'existence de deux communautés distinctes à savoir le bled El Makhzen soumis au Sultan, et le Bled Siba que l'Etat marocain n'a jamais pu contrôler durant des siècles. A cette division, il faut ajouter la rivalité séculaire entre villes et campagnes. Déjà en 1905, André LEBLANC devait écrire dans sa thèse "la politique européenne au Maroc à l'époque contemporaine" : "la société marocaine n'est qu'une mauvaise réunion de tribus... Chez elle l'idée de nationalité est aussi

absente que celle d'obéissance à un chef commun". L'auteur ajoute que seuls les européens avaient "créés la fiction d'un Empire Marocain" et donné au Sultan, qualifié de "fantôme", "un simulacre de souveraineté...vis-à-vis de ses peuples".

De son côté le Président Paul PAINLEVE affirmait dans un discours de 1925 : "il y a un siècle, les voiliers ne pouvaient longer la côte marocaine sans risquer d'être capturés, et les équipages et les passagers d'être vendus comme esclaves sur les marchés maures. Il y a 20 ans, le Maroc était encore déchiré en fractions féodales. Le laboureur était pressuré, opprimé, pillé. Foyer de désordre et d'anarchie, en même temps que proie offerte, le Maroc recelait la guerre dans son sein et risquait de l'allumer entre les nations de l'Europe".

D'où donc, selon Painlevé, la colonisation bienfaitrice qui allait enfin sauver le pays de l'anarchie et reconcilier le souverain avec son peuple.

Devant ce schéma fabriqué de toutes pièces, pour le besoin de la colonisation, il conviendrait de voir comment s'est formé le peuple marocain, en interrogeant trois volets de son histoire : L'ECONOMIE, L'ETAT et LE SENTIMENT NATIONAL, à partir de l'analyse des textes de Germain AYACHE qu'il vient de publier chez la S.M.E.R. portant le titre "Etudes d'histoire marocaine".

## L' ECONOMIE -

Dès l'an 800 après J.C., le Royaume du Maroc se présentait comme un Etat constituant un foyer de transactions actives grâce à l'existence d'un grand nom-

bre d'ateliers et à l'exploitation de nombreuses mines. Dans cet Etat, né du commerce et reposant sur lui, les plus grands privilèges sont concentrés dans les villes, d'où le développement important de celles-ci. Le commerce et la communauté de foi ont été à l'origine de l'extension du Maroc. Car, comme le précise bien Germain Ayache, comment un Etat commerçant aurait-il résisté au besoin de s'étendre toujours plus le long des voies dont il contrôlait déjà les parties ? Et en effet, poursuit Ayache, c'est bien ainsi que le Maroc depuis le XIème siècle, n'est que le tronc d'un vaste corps poussant des tentacules au Sud, au Nord, à l'Est, vers le Soudan, l'Europe et l'Orient musulman.

Ce fut la grande époque de son histoire. De tous ces horizons, vaisseaux et caravanes apporteront pendant plus de trois siècles de l'or, du sel, de l'ambre, des fourrures, des esclaves, de la soie, des épices, des pierreries, des toiles, des armes, de la quincaillerie, et reprendront ces marchandises pour une nouvelle distribution en y joignant du cuivre et de l'argent, du blé, de l'huile, des cuirs, du corail, produits bruts ou ouvrés des mines, des champs et des ateliers des pays. Et tandis qu'en Europe, poursuit Ayache, l'Italie mise à part, les villes neuves ou anciennes, faisaient pauvre figure et méritaient à peine ce nom, le Maroc vit grandir sur son sol des cités prestigieuses dont aujourd'hui encore il

est possible de découvrir l'immensité et la splendeur. Malgré le bas niveau des moyens existants, mais grâce à leur emploi massif, on avait su exécuter de grands travaux, édifier de fort beaux monuments, remparts, réseaux d'adduction d'eau, palais, minarets imposants. Outre les marchandises et les techniques, les idées arrivaient de partout et fructifiaient sur place. Un peuple d'artisans livrait à la consommation locale et à l'exportation des produits réputés. Dès cette époque, les arts décoratifs avaient acquis une perfection classique. Il existait une pensée vivante et créatrice. C'est à la cour de Marrakech au XIIème siècle qu'a médité Averroès, héritier d'Aristote, mais surtout novateur audacieux. Il devait enfiévrer jusqu'à la renaissance le Moyen-Age européen.

Quel étonnant contraste entre une vie urbaine aussi active et aussi avancée pour l'époque et l'état archaïque où les campagnes restaient plongées.

Mais la ville au Maroc n'était pas le produit d'un changement interne, c'était le grand commerce qui par son irruption, l'y avait installée. Dès lors, ville et campagne représentaient non pas les deux niveaux d'une civilisation commune, mais deux types de civilisation étrangers l'un à l'autre et sans commune mesure, dont l'un se juxtapose à l'autre en s'y superposant. Et l'on comprend comment cela, en fin de compte, devait faire la faiblesse du Maroc face à la poussée de l'Europe.

L'Etat marchand n'a pas trouvé dans ses campagnes arriérées, ce que l'Europe évoluant, put bientôt trouver dans les siennes, note G. Ayache.

Apparemment, rien ne bougeait au cours des siècles dans le monde des tribus. En fait, bien que fort lent et donc peu perceptible le changement se produisait. Le grand trafic qui traversait tout le pays ne pouvait manquer de draîner vers son cours, des bras et des produits.

Le fait qu'au XIème siècle une tribu se soit emparée de l'Etat, indique assez que dès ce moment là, il y avait à la campagne des points où le goût du commerce était prépondérant. D'ailleurs, selon le témoin de l'époque, EL BEKRI, l'économie marchande s'insinuait fort loin jusque dans les montagnes, y animant une petite activité industrielle. Les villes surtout furent les grands foyers d'attraction. Pour les nourrir, les fournir en charbon, et procurer à leur artisanat le cuir, la laine, le bois, le cuivre, les matériaux de construction, il fallait que, très loin à la ronde, des paysans dégagent des surplus de leurs champs ou se transforment en bûcherons et en mineurs, recevant en échange de la ville, de l'outillage, des instruments et des produits divers.

On peut penser que dès le XIIème siècle, la base économique d'une certaine unité avait pris consistance. Sans quoi, comment l'empire n'aurait-il pas sombré lorsque la dynastie Almo-

elle-même renversée ? Or en fait, il n'y eut que transfert du pouvoir d'une tribu à une autre, avec laquelle l'Empire n'allait au contraire que gagner en puissance, précise Ayache.

Quand bien plus tard l'Europe aussi connut l'essor du grand commerce, c'était le fait d'une bourgeoisie qui était née et avait grandi avec lui. Industriels et économistes, hardis, intelligents, c'est dans la lutte que les bourgeois européens avaient acquis les qualités qui leur permettaient d'affronter aussi bien la nature que les rivaux sociaux.

Rien de tel ne s'était produit au Maroc. Ici, c'était en s'emparant des mines d'argent, des principaux passages et des grands axes commerciaux que l'Etat s'était établi, note Ayache. C'était donc lui, dès le principe, le grand maître du trafic, et il allait toujours veiller à demeurer le principal entrepreneur et le premier marchand dans le pays.

Le monopole que le Sultan exerce directement ou qu'il adjuge à des fermiers, sera de tradition jusqu'au milieu de l'autre siècle où seule la vive pression européenne a pu le battre en brèche. De cette situation on voit alors les conséquences. C'est la bureaucratie qui, de tout temps, a eu la haute main sur les affaires. Aussi longtemps qu'une dynastie gardait cette jeunesse qu'Ibn Khaldoun limite à deux générations, les choses pouvaient encore aller. Mais le terme passé,

s'installaient. L'état était brisé. Quant à la bourgeoisie, il en existait une, car comment nommer autrement les artisans et les marchands dont on sait que certains, au XI<sup>ème</sup> siècle déjà, maniaient d'importants capitaux ? Mais elle devait la vie à la faveur du souverain qui l'associait à ses desseins dans la mesure où il lui semblait bon. Grandie à l'ombre du pouvoir, elle restait en tutelle. Une tutelle qui parfois lui pesait, comme en font foi certains conflits, sans qu'elle conçût pourtant l'idée de s'en passer. Voilà pourquoi, et non parce qu'elle était d'un autre sang que celle de Londres, Amsterdam ou Paris, la bourgeoisie de Fès ou Marrakech fut incapable d'assumer le même rôle historique que sa jeune sœur européenne, observe Ayache.

Gestion bureaucratique et bourgeoisie sans nerf, milieu d'abord propice mais aux ressources en voie d'épuisement, telles furent les raisons politiques, sociales et naturelles de l'échec que n'avait pu laisser prévoir un départ prometteur. Brillante et expansive aussi longtemps qu'aucun obstacle à sa mesure ne barrait encore le chemin, la civilisation dont le Maroc fut alors le foyer, resta de type marchand, ne produisant elle-même que sur la base de ses moyens traditionnels désormais désuets et surclassés par la nouvelle technique européenne. Déséquilibre qui ne se perçut pas sur l'heure. L'Europe industrielle devait avoir besoin, et pour

que le Maroc lui assurait, et ce client fidèle fit de la sorte, jusqu'au début du XV<sup>ème</sup> siècle, la prospérité d'un Empire dont la puissance était pourtant en plein déclin. Mais le Maroc offrait surtout des produits bruts contre des toiles ou des fers travaillés. C'est dire que son économie était déjà vassale constate Ayache. Vassalité accrue par le monopole des transports maritimes qui permettait au commerçant européen de vendre et d'acheter en maître du marché. Tandis que le Maroc étendait naguère sa conquête aux avancées du continent européen, c'était l'Europe qui, à son tour, venait jusque chez lui pour l'évincer de son commerce. Et en effet, au cours du XV<sup>ème</sup> siècle, ses ports connurent à peu près tous le même sort que Ceuta. De plus, les Portugais parvenus bientôt en Guinée, purent même capter par voie de mer une part grandissante du commerce saharien. Quasiment emmurés, les Marocains virent échapper dès lors de leur pays l'essentiel du transit. Quant à leur production du cru, plus de moyen pour eux, de l'écouler à l'étranger hors de l'implacable entremise hispano-portugaise, donnant par conséquent beaucoup pour ne recevoir que très peu. Enorme contraction de leur activité marchande dans l'immédiat, puis, déperdition continue de substance par la disparité des valeurs échangées, voilà qui dessinait irrémédiablement la courbe de leur décadence, note Ayache.

Mais quoique inachevée,

cette unité avait pris forme depuis longtemps grâce au commerce sous les espèces d'un Etat qui, groupant les tribus au sein d'une religion commune, les associa d'abord à ses entreprises de conquête, puis les prenant dans un réseau d'institutions et d'intérêts, les garda en tutelle et les lia indissolublement aux grandes cités marchandes. Vint alors l'invasion hispano-portugaise. En ruinant le commerce, elle enraya, et ce fut là le préjudice irréparable, l'intégration économique en cours. Mais d'autre part, en menaçant la vie de groupes habitués déjà à partager le même destin, en stimulant en eux l'instinct de la conservation, elle vint donner à l'unité assurée jusque là par l'Etat, une cohésion toute nouvelle.

Quatre siècles de combats sans merci contre l'envahisseur Chrétien, voilà de quoi grandir dans l'esprit de tribus musulmanes, l'autorité d'un chef commun, le Sultan, par elle-même investie. Voilà aussi qui devait modeler une certaine identité définie avant tout comme opposée à celle des conquérants. Voilà enfin, de quoi encre dans les consciences l'idée d'une solitarité sacrée, précise Ayache.

Comme nous venons de le voir, le commerce et l'industrie ont été à la base de la formation et de la consolidation du peuple marocain. Dès que cet élément commençait à s'affaiblir à cause de l'encercllement du pays par les puissances coloniales, l'unité du pays

autant s'effacer et disparaître. Le mythe des tribus dévastatrices des villes n'a été qu'un argument invoqué par les puissances coloniales et plus particulièrement par les historiens français. Certes des conflits surgissaient de temps à autres entre la ville et la campagne, mais ceux-ci ne tardèrent pas à s'estomper devant les intérêts qui les liaient ensemble.

## L' ETAT -

Les historiens coloniaux ont travaillé sur un schéma des plus simplistes à savoir que l'Etat marocain (Makhzen) a été de tous les temps un instrument de pression, d'oppression et d'injustice à l'égard du peuple marocain. D'où donc leur explication de l'existence du Bled Siba qui, refusant les exactions du Makhzen, devait se soulever contre l'autorité de l'Etat pour vivre dans un état de libre écoulement des choses. Le reste du pays, c'est-à-dire le Bled Makhzen, n'était tenu, d'après ces historiens, que par la contrainte et l'oppression. On peut se demander alors, si tel était le cas du Pouvoir marocain, comment ces nombreuses tribus pouvaient-elles admettre l'idée de faire la prière au nom du Sultan, de défendre l'intégrité territoriale en cas d'invasion étrangère, et de présenter aussi régulièrement leur acte d'allégeance au Souverain, etc ?

rocaïnes ne soient frappées d'un destin de masochisme irréversible. Or ce n'était point le cas. Si ces tribus étaient si mécontentes du Pouvoir, comment se fait-il qu'elles aient lutté quatre siècles durant, les armes à la main devant les tentatives d'invasion hispano-portugaise, et plus récemment encore devant la pénétration française au Maroc ?

Comment se fait-il encore que ces braves coloniaux qui sont venus nous apporter l'unité et la prospérité, n'aient pas commencé par signer la paix avec ces tribus considérées séculièrement comme hostiles au Souverain, laissant tomber un Pouvoir qui de toutes les manières, d'après leurs arguments, ne représentait ni légitimité, ni force. Or, c'est précisément avec le Souverain marocain que la France a traité des termes du traité du Protectorat de 1912.

Il y eut certes des faiblesses du Pouvoir à l'égard de l'ordre interne et face aux visées expansionnistes coloniales, notamment lors des règnes des souverains de la fin du XIXème siècle et du début du XXème siècle, faiblesse due en grande partie à deux facteurs :

- l'étouffement économique et commercial du Maroc par les puissances coloniales qui maîtrisaient les mers et les océans,

- et la démission de la bourgeoisie marocaine de l'époque qui commençait à avoir de forts intérêts

duit, grâce notamment au système de protection, à une implacable érosion des pouvoirs du Souverain, par la corruption de ses gestionnaires et représentants.

Mais hormis quelques cas de faiblesse du Pouvoir, l'histoire abonde jusque dans les confins de ce qu'on appelle les tribus Siba, d'exemples de l'unité du peuple et de l'Etat.

L'arbitrage du souverain était scrupuleusement respecté par les tribus en litige. En voici un exemple parmi tant d'autres :

"...C'est un litige très différent qui, sept années plus tôt, soit en 1847, avait surgi très loin de là, sur la côte méditerranéenne. A la jonction du Rif et du pays des Ghomara, se situent deux tribus limitrophes mais dont l'une, les M'tioua, est rifaine, tandis que l'autre est de la confédération des Ghomara. Dans la seconde, un groupe de familles, qui doit répondre du meurtre commis par l'un des siens, a l'idée de se faire adopter, et en quelque sorte annexer, avec son territoire par les M'tioua voisins. Il se soustrait ainsi à la justice de sa propre tribu. Cette dernière, dont le ressentiment est concevable, se tourne alors contre les M'tioua qui ont prêté la main au stratagème. Voilà donc le germe du conflit.

C'est alors qu'intervient, au nom de la tribu lésée, le gouverneur des Ghomara. Non pas directement, puisque les M'tioua ne relèvent pas de son autorité, mais

lui-ci, informé, donne aussitôt, à son gouverneur dans le Rif, l'ordre d'astreindre les M'tioua à respecter les droits de leurs voisins des Ghomara.

Outre l'indication réitérée sur le rôle efficace autant qu'irremplaçable assumé pleinement et de façon consciente par le Sultan pour maintenir la paix, le second cas fournit d'autres renseignements qui ne sont pas sans importance.

Nous avons deux tribus s'administrant chacune comme une petite république. L'une applique par elle-même la justice à ses membres tandis que l'autre se croit en droit de s'agrandir aux dépens des voisins. Ne peut-on en conclure que l'autorité du Sultan est absente, et donc, en franchissant un pas de plus, qu'elle est absente faute d'avoir jamais pu s'imposer ? On n'y a pas manqué. C'est même en raisonnant ainsi qu'on a échafaudé la théorie de l'indomptable "Bled es-Siba" où l'on inclut précisément, sans hésiter, toutes les tribus du Rif et celles des Ghomara. Or, nous voyons qu'en fait, la grande autonomie dont nos tribus jouissent pour conduire leurs affaires intérieures, n'exclut en rien leur soumission à une autorité qui est, en la personne du gouverneur, celle du Sultan dans la région. La première y recourt pour obtenir justice de sa voisine, et la seconde doit s'y plier pour réparer le tort causé. Le tout uniquement par voie de procédure, sans le besoin de dépêcher un contingent pour réduire

par la route la tribu délinquante. Cela se pourrait-il si, non contentes de se trouver assujéties à l'autorité du Sultan, ces tribus prétendues dissidentes ne respectaient assez ladite autorité pour en accepter sans broncher les sentences ?". (Ayache)

Les historiens coloniaux ne cessent de prendre les "Harkas" comme le meilleur exemple du caractère répressif du Makhzen. Or le témoignage du Français Jules ERCKMANN, artilleur de Moulay Hassan nous dispense de citer d'autres exemples. Erckmann, dit Magali CHAPPERT dans une étude encore inédite, a vu les soldats du Sultan "faire la guerre, et il nous a révélé paradoxalement qu'elle était presque inexistante. Dans ces Harkas de plusieurs mois, la négociation joue un rôle de premier plan, l'artillerie ne servant la plupart du temps qu'à faire du bruit". Et d'ailleurs les Harkas, précise Germain Ayache, n'avaient pas forcément un caractère hostile. Très souvent au contraire les tribus réservaient au Sultan un chaleureux accueil, heureuses de recevoir celui qui, à leurs yeux, était un personnage sacré. Et si ces quelques tribus devaient être punies pour des méfaits passés, c'est moins la force que la diplomatie à quoi l'on recourait pour lui faire accepter une amende.

Que les rues des villes européennes, continue Ayache, et que les routes de ces pays soient sillonnées de forces de police, les historiens n'y voient rien de répressif. Pour eux c'est

la sécurité qui règne, mais par contre au Maroc, qu'un "zettat" autrefois fut requis pour traverser sans risque le territoire d'une tribu, et l'on frissonne devant tant d'insécurité au lieu de remarquer que le "zettat" sans même un pistolet au ceinturon et par sa seule autorité morale, faisait le même office et mieux que plusieurs brigades de gendarmes.

Contrairement à ce que prétendent les historiens coloniaux et leurs acolytes, "le vrai rôle de l'Etat au Maroc, comme ailleurs, n'était pas d'écraser toujours plus les tribus pour en tirer de plus en plus d'argent. Son rôle entre autre chose, était en principe et en fait de maintenir entre tribus, une coexistence pacifique ; c'était aussi de faire bénéficier ces mêmes tribus d'une organisation d'ensemble. C'était enfin leur permettre, en défendant l'indépendance de leur pays, de maintenir la survivance de chacune d'elles", souligne Ayache.

D'ailleurs, sans l'existence d'un peuple avec une communauté d'intérêt et un commun sentiment national, comment justifier l'arrivée au pouvoir de nouvelles dynasties si les tribus ne sentaient pas le besoin d'un Etat fort pour les protéger ?

Cette prétendue séculaire fissure existant entre le peuple et l'Etat, que les historiens coloniaux ont essayé de nous faire avaler, n'est que pure invention du dominateur. Comment alors expliquer au moment de la forte présence fran-

çaise au Maroc, que le jeune Mouvement National ait pu désigner Mohammed V à la tête du Mouvement de Libération du pays ? Comment expliquer aussi le délire populaire devant l'arrivée de Mohammed V de retour d'exil ? Comment expliquer plus récemment encore la mobilisation du peuple pour la libération du Sahara ? C'est là une permanence de l'histoire marocaine que les analyses fallacieuses ne sauraient compromettre même à coup de canon.

## LE SENTIMENT NATIONAL -

La société marocaine n'a-t-elle été "qu'une mauvaise réunion de tribus" comme l'a écrit André LEBLANC, donc sans aucun sentiment national ? Laissons répondre celui qui a fondé toute sa politique coloniale sur ces tribus "rebelles", à savoir LYAUTEY. Faisant allusion au siège de Fès les 25 et 26 Mai 1912, par les tribus voisines, Lyautey constate dans son "rapport général sur la situation du Protectorat au 31 Juillet 1914 : "une armée presque homogène, n'ayant qu'un simple drapeau et une seule âme, dont les éléments obéissaient volontairement à une discipline et affrontaient la mort pour une même idée... La continuité des efforts, la simultanéité des coups, la rapidité des déploiements et la traversée des terrains découverts avaient été du côté de l'ennemi, durant l'attaque de Fès, les signes certains d'une réelle organi-

sation et d'une entente complète... Le véritable ordre de bataille, trouvé dans une des tentes d'un campement ennemi, dans la journée du 1er Juin, qui était adressé à plus de vingt tribus, dont plusieurs par tradition avaient été jusqu'à présent hostiles l'une à l'autre, est un témoignage particulièrement éloquent de leur accord".

Nous voyons donc que nous sommes "loin des schémas simplistes du bédoïn détrousseur des villes. C'est au contraire une des époques où les vieux antagonismes cèdent à de nouvelles urgences", écrit Louis-Jean DUCLOS dans "Les nationalismes maghébins", publié par la Fondation Nationale des Sciences Politiques à Paris. De son côté, le général Augustin GUILLEAUME affirme dans "Les Berbères marocains et la pacification de l'Atlas Central" : "aucune tribu n'est venue à nous d'un mouvement spontané. Aucune ne s'est soumise sans combattre, et certaines sans avoir épuisé jusqu'au dernier leurs moyens de résistance". Ces témoignages émanent tous précisément de ceux qui ont fait le Protectorat, à l'exception bien sûr du chercheur L.J. Duclos. On voit mal alors par quelle gymnastique, les artisans et les théoriciens du Protectorat sont passés pour ne voir qu'anarchie, désordre et désobéissance dans les tribus à l'égard du pouvoir central. Rappelons que nous sommes pourtant à une époque où le Makhzen, affaibli, épuisé par des dettes extérieures, a cédé son pouvoir aux étrangers. Et pourtant le

sentiment national demeure vivace dans les tribus. Il en est pour preuve, les longues années qu'il a fallu à la France pour arriver au bout du guerrier berbère, mais la résistance a déjà repris dans les villes depuis 1930 au moins. Il en est aussi pour preuve l'extraordinaire guerre de Abdelkrim que W.B. Harris a décrite dans "France, Spain and the Rif" : "La guerre du Rif était à coup sûr, l'une des plus étranges guerres qu'ait connues l'histoire. Ce ne fut pas une guerre à égalité de parties, ce n'était pas non plus une guerre entre deux pays. Mais ce fut un combat entre une puissante nation européenne et un chef tribal n'ayant pour ressources que celles de son petit territoire...". Mais aux yeux des théoriciens du Protectorat, ce farouche résistant n'était rien d'autre qu'un "rogni" et un bandit de grands chemins.

Certains auteurs, y compris des nationaux, avouent déceler un sentiment national chez le Marocain durant le XXème siècle. Les plus indulgents font remonter ce sentiment à 1907. Mais avant cette date, les Marocains avaient-ils un sentiment national ? Quel autre sentiment alors aurait pu les animer dans leur résistance qui a duré quatre siècles contre les Portugais et les Espagnols. Car on perd de vue que l'assaut des Européens au Maroc a commencé dès l'aube du XVème siècle ? Et par quel miracle l'Empire Ottoman s'est-il arrêté en Algérie après avoir mis sous ses bottes un sous-continent ? Comme l'écrit sans ambage Germain

Ayache : "Face à des troupes d'invasion armée, équipée et organisée à un niveau de beaucoup supérieur, seul un puissant élan des forces populaires permit aux Marocains de ne pas être anéantis comme certains peuples d'Amérique. Sans un sentiment national effectif agissant, ils n'auraient pas comme ils le firent, bloqué l'envahisseur en ses points de débarquement pour l'en chasser ensuite, au cours d'une lutte de quatre siècles. Quatre siècles de défense nationale contre les mêmes envahisseurs, voilà de quoi faire l'unité morale d'un peuple et la perpétuer, même en l'absence des facteurs plus modernes qui ont joué dans la formation des nations".

Sans remonter jusqu'à Juba, voilà un bref aperçu, que nous permet l'espace restreint de cette revue, sur la formation du peuple marocain. Nous aurons à revenir aussi souvent que l'occasion le permettra sur certains aspects pour mieux les approfondir.

Mohamed TAZI

